

**05/02**  
**Transport routier**  
**La FNTR et TLF réclament**  
**un plan de soutien pour**  
**les opérateurs et**  
**organismes de transport**

La Fédération des entreprises de transport et de logistique de France (TLF) et la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) demandent au gouvernement des réformes afin de les aider à sortir de la crise par, notamment l'allègement du coût du travail et la restauration du pavillon routier. Les entreprises du secteur affrontent depuis quelques mois l'une des crises les plus graves qu'elles aient eu à connaître : 2 122 défaillances d'entreprises en 2008, soit un quasi doublement par rapport à 2007, 10 000 emplois déjà perdus au titre des cessations d'activité, 40 000 emplois menacés en raison des réductions prévisibles d'effectifs.

Cette passe difficile intervient après le choc pétrolier du premier semestre 2008, qui a particulièrement affaibli les entreprises, et avant la mise en place de la taxe poids lourds, à l'horizon 2011, qui aggravera d'un milliard d'euros la fiscalité du secteur.

Les opérateurs et organismes de transport font face à la fois au ralentissement de la croissance française, à la baisse d'activité de leurs principaux clients, et aux conséquences directes de la première crise de l'économie globalisée. Cela, alors qu'elles connaissent

le coût du travail le plus élevé d'Europe (de 10 à 20 % supérieur à la moyenne de l'Union européenne), un différentiel de compétitivité important avec leurs principaux concurrents européens, un déficit d'harmonisation européenne, et une fiscalité des plus lourdes (4,5 fois supérieure à la moyenne de l'économie française, avant même la taxe poids lourds).

Aussi TLF et la FNTR demandent-elles au gouvernement de mener à bien les réformes structurelles nécessaires au secteur dans la perspective de la sortie de crise en 2010-2011 : d'abord, l'allègement du coût du travail à l'instar des normes européennes et, ensuite, la restauration de la compétitivité du pavillon routier par les harmonisations européennes indispensables.

La FNTR et TLF, dans un courrier adressé au Premier ministre, réclament également des mesures conjoncturelles pour aider les entreprises à passer le cap de la crise dans l'attente de la mise en oeuvre des réformes structurelles qu'elles appellent de leurs vœux. Elles demandent donc :

- L'exonération totale des charges patronales sur les heures d'équivalence.
- L'exonération de la taxe professionnelle sur les engins mobiles.